

La volonté de réforme s'essouffle-t-elle?

19.10.2012

D'un coup d'oeil

Le règlement de la crise de l'endettement est en bonne voie, grâce notamment aux salves des bazookas monétaires des banques centrales. D'un autre côté, les programmes de réforme structurelle mis en œuvre avec beaucoup de zèle dans certains pays surendettés risquent de les entraîner dans le "piège de l'austérité" et de mettre finalement en péril la conjoncture mondiale. Telle est l'impression que retire l'observateur cherchant à résumer la réunion d'automne du Fonds monétaire international (FMI) qui s'est tenue à Tokyo. Ses participants n'ont pas tari d'éloges ni de démonstrations de confiance à l'égard du nouveau programme de crédits de la Banque centrale européenne. Et à propos du processus de consolidation en cours dans certains pays, ils ont jugé opportun de ralentir l'allure. La même organisation qui, il n'y a pas si longtemps, poussait des pays comme la Corée du Sud ou la Thaïlande à faire de sérieux programmes d'économies pour obtenir les fonds du FMI prône à présent un certain relâchement. Pour justifier ce revirement, ses membres se sont appuyés à Tokyo sur une étude controversée censée mettre en évidence les immenses dégâts qu'infligeraient aux économies nationales une rigoureuse politique de resserrement des dépenses.

Dans une perspective de politique conjoncturelle à court terme, ces positions peuvent se comprendre : les programmes d'économies et les changements structurels sont des processus douloureux qui rendent les gouvernements impopulaires. En mettant à disposition des masses de liquidités très bon marché, les banques centrales gagnent du temps et provoquent même une légère relance économique. Pour autant, il ne faut pas sous-estimer le risque, considérable, de repousser indéfiniment de la sorte le règlement des problèmes fondamentaux et de ne jamais atteindre le bout du tunnel. En tant qu'organisation en principe insensible aux humeurs politiques de l'heure, le FMI devrait donc tenir un langage clair et prendre ici résolument le contre-pied. Il n'a pas pour rôle de vanter des succès éphémères ni de freiner des réformes structurelles. Il doit, au contraire, suivre de près ces réformes dans la durée et accompagner fermement, bien qu'avec humanité, leurs étapes certes douloureuses, mais indispensables.